



**APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT
POUR LE STOCKAGE ET LA COMMERCIALISATION DE DETAIL DE
FOURRAGES DÉSHYDRATÉS À MAYOTTE**

Date de lancement de l'AMI : 15 juin 2023

**Date et heure limites de réception des candidatures :
Le 30 juillet 2023 à minuit**

Table des matières

Article 1 ^{er} – Identification de l'organisateur du présent Appel à Manifestation d'Intérêt.....	3
Article 2 – Contexte et enjeux du présent Appel à Manifestation d'Intérêt	3
Article 3 – Critère d'éligibilité	4
Article 4 – Dossier de présentation des candidatures	4
Article 5 – Dossier administratif de candidature	4
Article 6 – Visite de site	5
Article 7 – Questions et demandes de précisions des candidats	5
Article 8 – Critères de sélection	5
Article 9 – Modifications de l'Appel à Manifestation d'Intérêt	6
Article 10 – Calendrier et informations pratiques quant aux modalités de dépôt des candidatures	6
Article 11 – Annexes	6
Annexe 1 – Description succincte des grandes caractéristiques du projet	7

Article 1^{er} – Identification de l'organisateur du présent Appel à Manifestation d'Intérêt

Conseil départemental de Mayotte
Hôtel du Département
Direction de l'Agriculture, Pêche et Forêts
8 rue de l'Hôpital
97 600 Mamoudzou
Site internet : <https://www.cg976.fr/>

Article 2 – Contexte et enjeux du présent Appel à Manifestation d'Intérêt

Le Département de Mayotte (976) compte une population de 400 000 habitants sur un territoire de 374 km², ce qui en fait une zone très densément peuplée.

Cette caractéristique a un impact direct sur son développement, et notamment sur son développement agricole. Les surfaces foncières sont en effet limitées et leur utilisation est, *de facto*, en concurrence directe avec les zones d'habitat.

Toutefois, l'accès de la population à une alimentation en quantité suffisante et de qualité satisfaisante est un enjeu crucial de santé publique. Les ruminants présents sur le territoire de Mayotte devraient ainsi pouvoir être eux-mêmes nourris avec des fourrages adaptés pour répondre à cet objectif de montée en qualité des filières viande et lait.

Le territoire de Mayotte étant trop exigu pour imaginer une telle production de fourrages à grande échelle, le provendier de Mayotte importe actuellement de la luzerne déshydratée d'Europe.

Si les résultats techniques sont très bons, les coûts d'approvisionnement sont toutefois élevés et les délais d'approvisionnement très longs.

Madagascar pourrait ainsi, alternativement, permettre l'approvisionnement de Mayotte en fourrages déshydratés dans le cadre d'un projet de coopération régionale.

Les potentialités agronomiques sont en effet très importantes à Madagascar, particulièrement dans la région de Boeny, et à l'inverse de Mayotte, il existe des surfaces inexploitées qui pourraient parfaitement répondre au besoin du Département français.

Ainsi la valeur ajoutée de la filière bovine serait conservée sur le territoire de Mayotte (élevage/abattage/transformation/commercialisation) et la contrainte majeure d'accès au fourrage levée, tout en renforçant la coopération régionale.

Dans ce contexte, le Conseil Départemental de Mayotte organise le présent Appel à Manifestation d'Intérêt afin de :

- susciter l'intérêt des opérateurs économiques intéressés et les sélectionner, de manière transparente et respectueuse de la liberté d'accès et de l'égalité de traitement, pour devenir membre d'un Groupement d'Intérêt Economique (GIE) transfrontalier, qui sera constitué entre le Département de Mayotte, plusieurs opérateurs économiques et possiblement les autorités de Madagascar, afin de mutualiser leurs ressources et leurs moyens en vue de la réalisation du projet ;
- recueillir et prendre connaissance des propositions soumises par les opérateurs économiques s'agissant, plus précisément, des ressources, des moyens et des méthodes qu'ils mettraient en œuvre pour assurer, en qualité de membre du GIE précité, directement ou en sous-traitance partielle, le stockage, la commercialisation et la livraison sur le territoire de Mayotte, depuis le port de LONGONI, de la luzerne déshydratée dédouanée en provenance de Madagascar, dans le respect de toutes les normes

Article 3 – Critère d'éligibilité

Les candidats, qu'ils soient individuels ou membres d'un Groupement, doivent produire copies des autorisations, attestations, certificats donnant droit à l'exercice de la profession de transporteur ou justification des démarches accomplies pour obtenir autorisations, attestations, certificats ou déclaration sur l'honneur que ces démarches sont engagées, ou équivalent pour un candidat étranger.

Article 4 – Dossier de présentation des candidatures

Les candidats sont invités à présenter leur projet de la façon la plus précise et la plus détaillée possible.

Ainsi, les candidats fourniront les pièces suivantes :

- Un document présentant :
 - la structure candidate ;
 - ses moyens humains (organigramme et CV des personnes qui représenteraient la structure au sein du GIE et qui participeraient à la réalisation du projet) ;
 - ses moyens matériels et techniques (infrastructure de stockage envisagée ; outils de commercialisation ; fiches constructeur et carnet d'entretien des véhicules en propriété ou loués ; outils de chargement et déchargement, etc.) ;
- Une note dans laquelle figurera une description précise des propositions, y compris de la méthodologie employée, ainsi que des visuels ;
- Un calendrier type mettant en exergue les durées de stockage et le délai moyen de livraison, le nombre de livraisons effectuées mensuellement et le tonnage associé à chacune de ces livraisons ;
- Le modèle économique associé à l'activité et aboutissant au taux de marge requis sur le prix Cost Insurance and Freight (CIF) livré Longoni et donc au prix de vente à l'agriculteur mahorais, et précisant les éventuelles contributions externes souhaitées à l'investissement
- Les modalités de financement de la part des investissements non couverts par les contributions externes souhaitées (possibilité de produire une attestation délivrée par un établissement financier de premier rang ou tout autre document pertinent) ;
- Un dossier de références en matière de prestations de stockage, de commercialisation et de transport / livraison par voie routière de denrées agricoles, alimentaires, et / ou de produits sensibles sur le plan sanitaire.

A peine d'irrecevabilité, les documents doivent être rédigés en langue française, ou faire l'objet d'une traduction par un(e) traducteur / traductrice assermenté(e).

Par ailleurs, les chiffrages réalisés seront présentés en euros (€).

Enfin, les documents devront être dûment datés et signés par la (les) personne(s) habilitée(s) à engager le candidat (document(s) justificatif(s) à l'appui).

Article 5 – Dossier administratif de candidature

Outre les pièces énumérées à l'Article 4 ci-avant, les candidats devront également produire les documents suivants au titre de leur dossier administratif :

- Extrait K-bis de moins de trois (3) mois ;
- Statuts certifiés conformes ;
- Bilans des trois (3) dernières années, ou bilan prévisionnel dans l'hypothèse d'un démarrage d'activité ;
- Déclaration sur l'honneur attestant que :
 - le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales pour les trois (3) dernières années ou les trois derniers exercices clos en fonction de la date de création de la personne morale ou du début d'activité de la personne morale ;
 - le candidat n'est pas en état de liquidation judiciaire, n'est pas admis à une procédure de redressement judiciaire ou n'a pas fait l'objet de procédures équivalentes régies par un droit étranger ;
- Pour les candidats étrangers : documents équivalents à ceux énumérés pour chacune des catégories.

A peine d'irrecevabilité, les documents doivent être rédigés en langue française, ou faire l'objet d'une traduction par un(e) traducteur / traductrice assermenté(e).

Par ailleurs, l'unité monétaire à utiliser est l'euro (€).

Enfin, les documents devront être dûment datés et signés par la (les) personne(s) habilitée(s) à engager le candidat (document(s) justificatif(s) à l'appui).

Article 6 – Questions et demandes de précisions des candidats

Les questions et demandes de précisions éventuelles des candidats devront être adressées et reçues par le Conseil départemental, par voie électronique aux adresses suivantes sfrahati.saidhachim@cg976.fr, moustoifa.abdou@cg976.fr, au plus tard quinze (15) jours calendaires avant la date limite de remise des candidatures, telle que définie en page de garde et à l'Article 10 du présent document.

Article 7 – Critères de sélection

Sous réserve de leur complétude (voir les Articles 4 et 5 ci-avant), les dossiers soumis seront examinés selon les critères non hiérarchisés suivants :

- Compétence et qualité du savoir-faire du candidat (présentation, références, moyens humains et techniques, etc.) ;
- Cohérence, pertinence et qualité du projet soumis au regard des objectifs et enjeux précités ;
- Qualité environnementale et RSE du projet ;
- Fiabilité financière du dossier, optimisation des coûts et pérennité du modèle économique.

La sélection se fera dans le cadre d'une commission constituée à cet effet.

Le Département pourra, si nécessaire, demander des précisions aux candidats pour les besoins de l'analyse.

Le cas échéant, le Département pourra également engager librement des discussions avec les candidats.

Le Département pourra alors limiter le nombre de candidats avec lesquels il engagera des discussions, en ne retenant à cet effet que les candidats dont la proposition répond le mieux aux critères fixés au présent Article.

Au terme des discussions éventuelles, le Département invitera le ou les candidats retenus à devenir membre du GIE à constituer.

En toutes hypothèses, dans un délai de huit (8) jours à compter de la désignation du ou des candidats retenus, le Département informera les candidats qui n'ont pas été désignés comme lauréat que leur proposition n'a pas été retenue.

Article 8 – Modifications de l'Appel à Manifestation d'Intérêt

Le Département se réserve le droit d'apporter tout complément, toutes précision et/ou modification au présent document, dans le respect des principes de transparence et d'égalité entre les candidats.

Ces compléments, précisions et/ou modifications seront portés à la connaissance des candidats au plus tard douze (12) jours calendaires avant la date limite de remise des candidatures, telle que définie en page de garde et à l'Article 10 du présent document.

Les candidats seront tenus de prendre en compte ces compléments, précisions et/ou modifications pour la rédaction de leurs réponses.

Article 9 – Calendrier et informations pratiques quant aux modalités de dépôt des candidatures

Les candidatures complètes, telles que visées ci-dessus doivent obligatoirement être déposées par voie dématérialisée, à peine d'irrecevabilité, sur le profil Acheteur du Conseil départemental de Mayotte aux adresses suivantes : sfrahati.saidhachim@cg976.fr ; moustoifa.abdou@cg976.fr

Les candidatures complètes devront être reçues, au plus tard, le 30 juillet 2023

Passé ce délai, les candidatures ne seront pas étudiées.

Article 10 – Annexes

Constitue l'annexe au présent document :

- Annexe 1 : Description succincte des grandes caractéristiques du projet ;

Annexe 1 – Description succincte des grandes caractéristiques du projet

La présente Annexe a pour objet de préciser les grandes caractéristiques du projet de stockage, commercialisation et livraison de la luzerne déshydratée sur le territoire mahorais ainsi que les prestations associées comprenant :

- l'enlèvement / le chargement, au port de LONGONI à Mayotte, avec des outils de manutention et dans des véhicules adaptés de la luzerne déshydratée en provenance de Madagascar, qui aura déjà été soumise aux opérations administratives et financières (dédouanement) par le / les opérateur(s) économique(s) en charge du fret maritime ;
- le stockage de cette luzerne déshydratée, sur un / plusieurs sites, au moyen de contenants et dans des conditions sanitaires appropriées, dans l'attente de sa commercialisation et de sa livraison;
- la commercialisation de la luzerne déshydratée auprès du / des publics agricoles pertinents, en vue de son utilisation pour nourrir le bétail ;
- la livraison, par voie routière, au moyen de véhicules et de conditionnement adaptés, de la luzerne déshydratée auprès des destinataires qui en ont préalablement fait l'acquisition.

Aucune matière dangereuse, ni animal vivant ne sont susceptibles d'être stockés, commercialisés et livrés dans le cadre des prestations ci-avant décrites.

La luzerne déshydratée devra toutefois être stockée et transportée dans le respect des normes de traçabilité et des normes sanitaires en vigueur afin (i) de garantir la préservation de toutes ses qualités agricoles et nutritionnelles et (ii) de prévenir tout risque de contamination du bétail et de la population mahoraise.

Le tonnage annuel escompté de luzerne déshydratée à stocker, à commercialiser et à livrer est de cinq mille (5000) tonnes, ce qui représente approximativement cinq cent (500) containers de vingt (20) pieds déchargés, avec des balles d'environ vingt-cinq (25) kilos logées pour un poids de dix (10) tonnes par container.

Lors de la prise en charge de la luzerne déshydratée au port de LONGONI à Mayotte, l'opérateur économique en charge procèdera à une vérification qualitative et quantitative de la marchandise. En cas de détérioration ou de manquement de la part de l'opérateur économique ayant réalisé le fret maritime, il sera établi un procès-verbal de constatation à destination des services du Département.

Chaque opération de stockage et de livraison fera par ailleurs l'objet d'un suivi et d'une information du Département, avec une information sur les différentes étapes et l'actualisation des dates d'arrivée au sein du / des sites de stockage, de départ du / des sites précités, et les dates d'arrivée chez les destinataires livrés (« *live tracking* » par internet, logiciel, ou autre). A cet égard, les jours fériés à Mayotte devront être anticipés afin d'éviter tout stockage ou tout transport prolongés, qui pourraient altérer les qualités sanitaires et nutritionnelles de la luzerne déshydratée.

Le ou les opérateurs économiques informeront le Département de tout retard préjudiciable et proposeront une solution palliative afin de garantir les délais de livraison à destination.

La luzerne déshydratée stockée et livrée sera accompagnée par un bon récapitulatif :

- La date d'enlèvement et la date d'expédition depuis Madagascar, la date de début de stockage et la date de livraison à Mayotte ;
- Le poids ;
- La référence de la livraison ;

- La désignation et le colisage de la luzerne déshydratée ;
- L'ensemble des références permettant une lisibilité et traçabilité de la luzerne déshydratée.